



AgEcon SEARCH
RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.

Statistiques et changement social. Quelques réflexions à partir d'une recherche

Claude Wissner

Résumé

Cet article rend compte des principales conclusions d'une étude portant sur l'évolution de la population et de ses activités économiques dans une commune du Briançonnais (période de 1846 à 1975).

Ce travail montre la nécessité d'utiliser différents types de statistiques. Le seul recours aux soldes globaux des recensements de population se révèle insuffisant car ceux-ci recouvrent des évolutions de sens opposés. De plus les catégories statistiques elles-mêmes méritent d'être remises en cause car elles portent la marque de la société dans laquelle elles sont élaborées et la place particulière des sociétés montagnardes dans la société globale. En particulier l'importance réelle de l'agriculture se révèle plus grande qu'elle n'apparaissait au départ, de même le rôle des femmes et des aides-familiaux est sous-estimé.

Citer ce document / Cite this document :

Wissner Claude. Statistiques et changement social. Quelques réflexions à partir d'une recherche. In: Économie rurale. N°135, 1980. pp. 50-56;

doi : <https://doi.org/10.3406/ecoru.1980.2687>

https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1980_num_135_1_2687

Fichier pdf généré le 08/05/2018

STATISTIQUES ET CHANGEMENT SOCIAL

Quelques réflexions à partir d'une recherche

Claude WISSNER

INA PG

Cet article rend compte des principales conclusions d'une étude portant sur l'évolution de la population et de ses activités économiques dans une commune du Briançonnais (période de 1846 à 1975).

Ce travail montre la nécessité d'utiliser différents types de statistiques. Le seul recours aux soldes globaux des recensements de population se révèle insuffisant car ceux-ci recouvrent des évolutions de sens opposés. De plus les catégories statistiques elles-mêmes méritent d'être remises en cause car elles portent la marque de la société dans laquelle elles sont élaborées et la place particulière des sociétés montagnardes dans la société globale. En particulier l'importance réelle de l'agriculture se révèle plus grande qu'elle n'apparaissait au départ, de même le rôle des femmes et des aides-familiaux est sous-estimé.

Participant à une recherche sur l'évolution conjointe des systèmes économiques et des systèmes écologiques dans une commune du Briançonnais (1), Monetier-les-Bains, j'ai tenté d'appréhender l'évolution de la population et de ses activités dans cette commune. Je suis partie de questions très simples : combien de personnes ont vécu à Monetier ? Et comment vivaient-elles ? Et maintenant, qui vit de quoi ? Pour tenter de décrire cette évolution j'ai eu recours à différentes sortes de statistiques. Or il m'est apparu tout au long de ce travail que l'on peut bien sûr apporter des réponses à ces questions initiales, mais aussi que selon l'usage que l'on fait de ces différents documents, les réponses apportées varieront : selon qu'on produit telles quelles les données qu'ils contiennent ou qu'on les soumet elles-mêmes à interrogation, selon que l'on considère les différents recensements comme l'expression directe de la réalité ou comme une traduction sociale de cette réalité, on verra et on interprètera différemment l'évolution de la population de Monetier.

Avant d'exposer les principaux résultats je rappellerai dans quelles conditions se sont posées ces questions sur l'évolution de la population de Monetier et à partir de quelles sources j'ai travaillé.

Monetier-les-Bains est une commune des Hautes Alpes située à 1 470 m d'altitude. En descendant la vallée de la Guisane du col du Lautaret à Briançon, la première commune traversée est celle de Monetier.

Monetier est aujourd'hui connue comme station de sports d'hiver : c'est une des trois communes du complexe de Serre Chevalier. Quelques chiffres expriment cette situation : on peut y accueillir presque quatre fois plus de touristes que de résidents principaux (2). On y trouve des collectivités de vacances telles que le Club Méditerranée qui offre environ 400 places. Une simple promenade permet d'observer les pistes de ski et les remontées mécaniques le long des versants, les bâtiments touristiques et les résidences neuves qui s'érigent dans la vallée. A Monetier, 62 % des logements sont, en 1975, des résidences secondaires. Sur les versants, dans la vallée, il y a aussi des prés, quelques champs : en 1970, 47 exploitants (3) élèvent à Monetier 232 bovins et 1 218 ovins. Les superficies sont essentiellement destinées aux animaux : on compte 315 ha de superficies toujours en herbe, 54 ha de cultures fourragères, 1 ha de céréales ; 14 ha de pommes de terre contribuent à l'alimentation des familles (3).

Le paysage porte les traces de changements dans l'utilisation de l'espace : les terrasses abandonnées, sur la rive gauche de la Guisane (à l'adret), témoignent d'une occupation passée plus importante qu'aujourd'hui ; sur la rive droite de la Guisane, dans un pré, non loin d'une remontée mécanique, on trouve de belles touffes de luzerne qui se sont maintenues bien après que le pré soit redevenu une « prairie naturelle ». Des photographies pourtant récentes montrent des champs moissonnés là où fleurissent aujourd'hui de nouveaux chalets.

On constate à travers ces observations rapides qu'on vit aujourd'hui à Monetier du tourisme, de l'agriculture..., qu'autrefois l'espace a été utilisé différemment par une agriculture forcément différente de celle d'aujourd'hui. Cette évolution a été étudiée dans d'autres travaux menés sur les systèmes de production agricole

(1) Étude demandée par la Délégation Générale à la Recherche Scientifique et Technique (DGRST), effectuée pour ma part dans le cadre de l'Institut National Agronomique Paris Grignon (INA PG) en liaison avec l'Institut National de la Recherche Agronomique (INRA).

(2) 3 140 lits touristiques pour 832 habitants. Le premier chiffre est cité par P. CHAUVET et P. PONS dans : « Les Hautes-Alpes, hier, aujourd'hui, demain ». Société d'Études des Hautes-Alpes, Gap, 1975. Le second est celui du RGP de 1975.

(3) RGA, 1970.

et sur les transformations des rapports sociaux dans cette commune (4). L'évolution pressentie ci-dessus se manifeste aussi à travers les mouvements de population, tant au niveau du volume de la population que des métiers dont les gens ont vécu et vivent. Pour mieux cerner cette évolution, j'ai eu recours à différentes sources.

Les recensements de population semblent être dans un premier temps les documents les plus aptes à rendre compte de l'évolution démographique. En limitant cette étude à une seule commune, on travaille sur des effectifs assez restreints (certes il y a 2 850 habitants à Monetier en 1836, au maximum de population, mais dans la période contemporaine l'effectif communal tourne autour de 700 à 800 habitants); j'ai pu ainsi utiliser les listes nominatives de la population qui contiennent nombre de détails intéressants. Elles permettent non seulement d'identifier les métiers, mais de noter leur répartition selon les âges, les sexes, les positions dans la famille et les autres métiers pratiqués dans la même famille. Elles ont le grand mérite d'exister depuis le début du 19^e siècle, et leur comparaison d'un recensement à l'autre permet de suivre l'évolution d'une famille.

Pour la période actuelle le Recensement Général de l'Agriculture de 1970 a permis d'enrichir les données des Recensements de la population. Il couvre un champ plus restreint puisqu'il ne concerne que les agriculteurs, mais avec plus de précision : en particulier on y enregistre de manière détaillée le travail agricole à temps partiel, essentiel en agriculture de montagne (quand existent sur place des possibilités d'emplois complémentaires).

Étant donné l'importance prévisible de la polyactivité, il était nécessaire d'élargir le type d'informations

contenues dans le RGA à l'ensemble de la population, agriculteurs et non agriculteurs, et de l'actualiser pour 1974/75, date de l'étude. C'est pourquoi on a procédé à un recensement indirect, permettant de connaître l'ensemble des activités principales et secondaires de la population de la commune.

A ce stade de collecte plusieurs sources aidaient à cerner le présent : en revanche pour le passé je ne disposais toujours que des seules listes nominatives de population. Une première lecture confirmant la richesse des informations qu'elles apportaient soulevait aussi des questions que je ne pouvais résoudre à partir de ces seules listes : comment expliquer qu'en 1921 il y ait eu 4 ouvriers d'usine, 38 en 1926 et un seul en 1931 ? Dans telle famille, on est cultivateur en 1926 ; plus personne ne travaille la terre en 1931 : l'homme exerce le métier de mineur, la femme est sans profession. En 1936, la famille travaille de nouveau la terre : est-ce un changement d'activité ou un changement de déclaration ? Seules des enquêtes pouvaient aider à comprendre ces situations. J'ai donc eu recours à des enquêtes limitées en nombre et approfondies, cherchant à cerner à travers l'histoire de quelques familles, l'articulation des activités au sein d'une même famille.

Un travail centré sur la reconstitution des mouvements démographiques et des activités supposait une connaissance du contexte socio-économique de Monetier. Des travaux bibliographiques et des enquêtes ont été nécessaires pour cela. Il faut enfin dire que la lecture que j'ai faite de toutes ces sources et les interrogations qu'elles ont suscitées ont été influencées par d'autres travaux plus généraux sur l'évolution de l'agriculture de montagne que j'avais eu l'occasion de faire par ailleurs (5).

Je commencerai par préciser l'ensemble de ce que les différentes sources utilisées m'a permis de comprendre quant à l'évolution de la population. Puis reprenant les interrogations qu'a suscitées l'utilisation de ces sources, je tâcherai de rendre compte des limites dans lesquelles s'inscrivent nécessairement les conclusions qu'on pourrait tirer de ce type de travail.

PREMIERES APPARENCES...

I - Effondrement de l'agriculture et essor du tourisme

Les recensements de population font ressortir une diminution du nombre d'agriculteurs : deux exploitations sur trois ont disparu entre 1891 et 1946. Le nombre des chefs d'exploitation est facile à compter, celui des aides familiaux, quasiment impossible : d'un recensement à l'autre ils sont comptabilisés de manière variable. Si on se cantonne aux chefs d'exploitation, ils diminuent donc en nombre absolu depuis le milieu du 19^e siècle ; entre les deux guerres, de 1911 à 1946, cette décroissance se poursuit mais les chefs d'exploitation restent toujours proches des 2/3 des actifs totaux. A partir de la fin de la deuxième guerre, le déclin semble s'accélérer. On peut à partir de cette époque élargir les observations à une plus grande partie de

la main-d'œuvre agricole car alors les aides familiaux sont comptés de manière plus homogène d'un recensement à l'autre ; à partir de 1946 les actifs agricoles ne cessent de voir fondre leurs effectifs ; représentant encore 53 % des actifs en 1954, ils n'en représentent plus que 29 % en 1962. A partir de 1968 (après avoir diminué depuis longtemps) l'ensemble des emplois sur la commune augmente et la réduction des emplois agricoles se poursuivant, la part relative de l'agriculture s'amenuise de plus en plus.

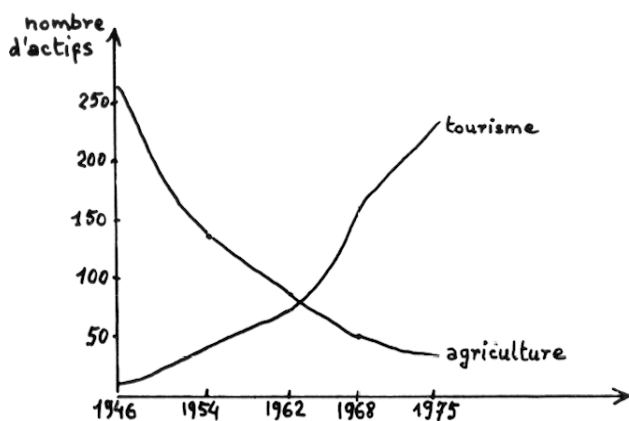
Alors que jusqu'à la fin de la deuxième guerre l'emploi en agriculture semble évoluer parallèlement à l'emploi total, il se produit entre 1946 et 1954 un décrochement : un nouveau secteur d'emploi se développe occupant 5 personnes en 1946, 38 en 1954... Entre 1962 et 1968 sa progression est telle qu'il permet glo-

(4) Institut National d'Études Rurales Montagnardes (INERM). Espaces agricoles et systèmes d'exploitation dans une commune du Briançonnais : Monetier-les-Bains. D. DEBIOLLES. Groupe de Sociologie rurale CNRS. Le développement des rapports marchands ou histoire de la différenciation sociale dans une commune haute-alpine. M. MALLET.

(5) Travaux sur la région du Queyras. Voir par exemple : Informations Internes sur l'Agriculture, n° 50, mai 1975.

blement sur la commune un accroissement du nombre total d'emplois : les emplois du tourisme prennent ainsi un essor important et semble quantitativement prendre la place de l'agriculture.

Graphique 1. – Evolution des actifs de l'agriculture et du tourisme



Sources : recensements de la population (listes nominatives et tableaux)

Ces quelques chiffres et le graphique 1 semblent déboucher sur une conclusion bien nette : la période contemporaine est caractérisée par la régression de l'agriculture et l'essor du tourisme. J'y reviendrai plus loin.

II – Un renouveau démographique contemporain du développement du tourisme

Depuis 1836, date du maximum de population, Monetier se vidait régulièrement de ses habitants : 2 849 en 1836, ils n'étaient plus que 1 912 au début du siècle en 1901, 691 en 1946. C'est là le minimum des effectifs, car à partir de cette date, la population augmente de nouveau et en 1975 il y avait 832 habitants à Monetier. La reprise de la natalité qui en France a marqué l'après-guerre n'est pas étrangère à cette remontée : alors que depuis longtemps les décès dépassaient en nombre les naissances, à partir de 1946 le solde naturel redevient positif. Mais là n'est pas le seul changement. A partir de 1946 une très forte immigration vient grossir la population de Monetier : entre chaque recensement, tout au long de la période contemporaine, on note l'arrivée de plus de 100 personnes. Ceux qui constituent ces vagues d'immigration se dirigent souvent vers les emplois du tourisme (voir tableau 1 ci-après).

Tableau 1. – Importance du tourisme dans les emplois des actifs immigrés

	Nombre total d'immigrés :	dont actifs	venant occuper des emplois dans :		
			tourisme %	service de l'Etat %	divers (*) %
1946-54	151	70	33	20	47
1954-62	103	52	40	25	35
1962-68	161	116	70	10	20
1968-75	234	167	80	8	12

(*) Le bâtiment représente une part non négligeable dans cette colonne.
Source : listes nominatives des recensements de population.

Ce phénomène est encore plus net à partir de 1962 alors que la commune accroît son équipement touristique.

La croissance démographique relevée ci-dessus n'affecte pas également les différents hameaux de la commune. Les listes nominatives dressées hameau par hameau, révèlent que le chef-lieu de la commune bénéficie pour l'essentiel de l'immigration et voit sa population croître ; les hameaux ne voient leur population cesser de décroître ou augmenter que lorsqu'on commence à compter parmi les métiers de leurs habitants des emplois du tourisme.

Il y a donc simultanéité entre la remontée de la population et le développement du tourisme. On constate que l'immigration, phénomène nouveau pour la

commune à partir de 1946 est une grande partie déterminée par les possibilités d'emplois dans le tourisme. Les personnes de Monetier, réfléchissant sur l'histoire de leur commune, présentent souvent dans un premier temps le développement du tourisme comme déterminant dans l'arrêt de la dépopulation : « avec le tourisme, les jeunes restent au pays ». Tout cela pourrait pousser à glisser de la simultanéité entre le développement du tourisme et la remontée démographique effectivement constatée, à la causalité : et on dirait alors, que c'est le développement du tourisme qui a permis l'augmentation des effectifs de population. Restons-en à la simultanéité : les effets du tourisme sur la population sont plus complexes à démêler, comme on va le voir ci-dessous ; depuis 1946, certes la courbe démographique se redresse, mais l'exode continue.

UNE EVOLUTION DEMOGRAPHIQUE PLUS COMPLEXE...

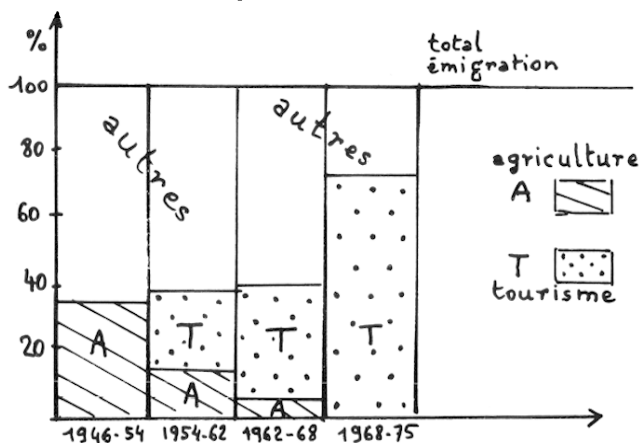
I – Développement du tourisme et exode rural

A partir de 1946, l'effectif de la population de Monetier recommence à croître : la commune se repeuple, mais en même temps elle continue à se vider ; entre 1946 et 1975, chaque année en moyenne 21 personnes ont quitté Monetier. L'ampleur de l'émigration est partiellement masquée par celle de l'immigration ; entre ceux qui quittent la commune et ceux qui viennent s'y installer, l'écart est faible et si on se limite à observer le solde migratoire, la population peut sembler peu touchée par les mouvements migratoires, puisque ceux-ci se compensent en partie.

L'exode rural se poursuit donc à Monetier : constante de l'histoire de cette commune depuis le milieu du 19^e siècle, il semble se poursuivre à travers les changements de la période contemporaine. L'analyse des listes nominatives de population et plus précisément leur comparaison individu par individu d'un recensement à l'autre, permet de savoir quels sont ceux qui émigrent (6).

Jusqu'en 1946 ce sont majoritairement les agriculteurs qui quittent Monetier ; rien de surprenant à cela puisqu'ils constituent la grande majorité de la population. A partir de 1946 les agriculteurs ne constituent plus l'essentiel de ceux qui émigrent (cf. graphique 2).

Graphique 2. – Emigration : part des agriculteurs et de ceux qui travaillent dans le tourisme



Sources : listes nominatives de la population
– actes de l'état civil

Les personnes qui travaillent dans le tourisme constituent de 1946 à 1975 une part croissante de ceux qui quittent la commune, alors que les agriculteurs contribuent de moins en moins à l'exode, à tel point qu'entre 1968 et 1975, aucun agriculteur ne quitte la commune. L'exode rural s'est donc poursuivi pendant la

période contemporaine mais il n'affecte plus la même couche de population : il concerne de plus en plus ceux qui travaillent dans le tourisme, souvent d'ailleurs venus récemment s'implanter dans la commune ; il y a de larges recoupements entre les immigrés d'un recensement et les émigrés du suivant.

Qu'est-il donc advenu des actifs agricoles puisqu'ils diminuent en nombre et quittent de moins en moins la commune ? Le tableau 2 rend compte du nombre de ceux qui ont décédé, ont émigré et de ce qu'il est advenu de ceux qui sont restés sur place après avoir abandonné l'agriculture. Si l'on considérait la seule colonne (la 4^e) montrant l'importance de l'exode, on pourrait dire effectivement que celui-ci diminue. Si on met en parallèle cette colonne et celle qui donne le nombre d'agriculteurs qui ont changé de métier sur place, on remarque que les chiffres sont très voisins : on peut donc dire que des agriculteurs sont restés sur place et ont profité des possibilités d'emplois non agricoles, mais ces emplois ont tout autant servi d'exutoire à la population agricole que l'exode traditionnel. On remarquera également l'importance conjuguée des décès et des retraites agricoles renvoyant à l'âge élevé de la population agricole.

II – Une activité agricole diffuse

Jusqu'à présent ce n'est essentiellement qu'à travers la lecture des recensements de population que s'est dessinée l'image de l'évolution de la population de Monetier. Or il ressort de travaux méthodologiques sur la prise en compte du travail agricole dans les différents types d'enquêtes, que « dans les recensements de population échappent en particulier des exploitations dirigées par des chefs ayant une seconde activité non agricole et des petites exploitations de retraite ou d'agrément cultivées à temps partiel » (7). Nombreuses sont les exploitations de Monetier entrant dans ces catégories : en 1970 près de 40 % des chefs d'exploitation ont une activité extérieure à l'agriculture, 42 % des exploitations ont moins de 5 ha et la moitié des exploitations est tenue par des retraités (ces trois catégories ne se recouvrent que partiellement). Tout ceci conduit nécessairement à rechercher à travers d'autres sources que les recensements de population l'évolution de la population agricole. J'ai utilisé pour cela le Recensement Général de l'Agriculture de 1970 et le recensement indirect de 1974 dont il a été question en introduction.

La double-activité, qui concerne déjà 40 % des chefs d'exploitation, touche encore plus largement les aides familiaux. Si on exclut les actifs agricoles de plus de 65 ans, qui eux bénéficient d'une retraite au titre de leur passé d'agriculteur, ou pour avoir travaillé dans un autre secteur, c'est 54 % des travailleurs agricoles qui conjuguent l'agriculture et une activité non agricole.

(7) C. CIAMPI et P. GREINER. – Population active agricole des recensements de la population et population active des enquêtes agricoles. *Économie Rurale*, n° 105, p. 20-21.

(6) On utilise conjointement les actes de l'État-Civil qui permettent d'identifier les décès.

Tableau 2. – Diminution des actifs agricoles

	Diminution réelle du nombre d'actifs agricoles (1)	Décès d'actifs agricoles	Nombre d'actifs agricoles ayant émigré	Nombre d'actifs agricoles ayant cessé leur activité et demeurés à Monétier dont :				(2)
				TOTAL	ayant changé d'activité	ayant abandonné	ayant pris leur retraite	
1946-54	151	41	31	79	38	3	23	15
1954-62	63	16	10	37	10	10	10	7
1962-68	53	19	3	31	3	–	23	5
1968-75	27	4	–	23	6	3	14	–

(1) (Nombre d'actifs agricoles en T₁ – nombre d'actifs agricoles en T₂) + nombre d'actifs ayant accédé à la profession entre T₁ et T₂.

(2) Femme déclarée active à un recensement et inactive au suivant.

Sources : listes nominatives des recensements de population – Actes de l'état civil.

Dans les recensements de population les doubles actifs déclarent celle de leur activité qu'ils jugent principale : toute l'activité agricole jugée secondaire (sur le plan du temps passé, du revenu procuré, du statut social ?) par ceux qui la pratiquent passe donc inaperçue à travers les recensements de population.

La double-activité agricole n'est pas étrangère au tourisme : pour un bon nombre d'emplois il s'agit d'une activité hivernale telle que celle de « perchman » ou de moniteur de ski. Parmi les autres emplois, certains sans appartenir au secteur touristique peuvent être considérés comme largement liés au tourisme : ainsi les cafés, s'ils bénéficient de la clientèle locale, profitent également de la clientèle touristique.

Il existe d'autres formes diffuses de pratique de l'agriculture. Sans qu'il y ait double activité il y a aussi parfois une division du travail au sein des familles de cultivateurs : les parents travaillent sur l'exploitation et les enfants ont un autre métier, et toute la famille vit de l'ensemble de ces ressources (même si les enfants gardent une partie de leur paye pour eux). Dans la pratique quotidienne il y a aussi une certaine perméabilité au niveau du travail ; même si chacun dans la famille se déclare travailleur à temps complet dans son secteur d'activité, il est bien rare que vivant sous le même toit, les enfants n'aident pas un peu leurs parents quand le besoin s'en fait sentir : ainsi ce fils de cultivateur qui travaille à plein temps sur un chantier du bâtiment ; il vit chez ses parents ; tous vivent de leurs ressources communes et de plus, l'été, quand il rentre chez lui, il aide son père pour les travaux pénibles ; par exemple il l'aide à monter le foin dans la grange ; aucun recensement ne tient compte de lui comme main d'œuvre agricole, même temporaire.

La retraite, agricole ou non, permet aussi l'existence de nombreuses petites exploitations, souvent absentes

des recensements de population, mais qui constituent un effectif important parmi l'ensemble des exploitations.

Toute cette activité diffuse et mal cernée par les recensements de population n'est pas forcément irrémédiablement condamnée à disparaître rapidement. Il est hors du propos de cet article de s'interroger sur la signification de toute cette agriculture à temps partiel ; on peut noter seulement qu'en 1949, R. Dumont, étudiant à St Chaffrey, autre commune de la vallée de la Guisane, écrivait : « Saint Chaffrey... ne compte plus un seul agriculteur pur... plutôt qu'exode rural, il y a ici changement de métier sur place. Mais tous ces hommes ont gardé leurs champs, donc une activité agricole complémentaire, à but essentiellement nourricier » (8).

Cette seconde approche plus fine, nuance les premières conclusions : le renouveau démographique contemporain du développement du tourisme n'est que le résultat visible de mouvements contraires, émigration et immigration, affectant différemment différents groupes sociaux. D'autre part, il semble erroné de parler d'effondrement de l'agriculture : ce n'est qu'un comptage d'actifs à travers des catégories mutilantes qui fondait cette conclusion. Si d'autres, sur d'autres bases, utilisation de l'espace, pouvoir des agriculteurs, pourraient être amenés à ce type de conclusion, mon propre travail révèle plutôt que l'agriculture se perpétue sous des formes diffuses.

A propos des recensements

Tout ce qui a été dit ci-dessus se voulait descriptif, rendant compte de ce que les divers recensements pouvaient apprendre sur l'évolution de la population ; mais c'était aussi une démonstration : démonstration de la nécessaire prudence dans l'usage de ces sources, démonstration que toute conclusion hâtive peut-être

(8) R. DUMONT. – Voyages en France d'un agronome. Génin, 2^e édition, 1956, p. 27.

démentie à partir de ces sources elles-mêmes. A utiliser ces sources, deux types de problèmes se posent essentiellement : le premier concerne les recensements eux-mêmes, le second l'interprétation qu'on peut en faire.

1 – Un recensement est lui-même un acte social, historiquement marqué : « ainsi sans aller jusqu'à conclure à la subjectivité des statistiques, doit-on reconnaître qu'il s'agit d'une science étroitement inscrite dans l'histoire politique, économique et sociale d'un pays » (9). Un recensement ne peut compter que des unités reconnues en tant que telles par la société : ainsi comme on va le voir ci-dessous si les aides familiaux ont été mal recensés dans le passé et si les femmes le sont toujours, c'est sans doute qu'ils ont été ou sont encore mal reconnus par la société. D'autre part, nécessairement, les recensements classent, donc simplifient la réalité : c'est ainsi une première lecture, une première interprétation de la réalité qui nous est livrée à travers les recensements.

a) J'ai noté et plus ou moins développé ci-dessus la manifestation du premier type de problème évoqué. Il était particulièrement net que les catégories professionnelles des recensements de population se sont révélées inadéquates pour rendre compte de la population agricole de Monetier. Une simplification apparente de la réalité où chaque individu n'est plus défini que par son activité principale, la déforme profondément : quantitativement de nombreux emplois à temps partiel échappent à ce recensement, qualitativement c'est l'imbrication de l'agriculture et des autres activités, décrite ci-dessus (« une agriculture diffuse »), qu'on ne peut saisir. Pour l'utilisateur, certes comme on l'a vu, il existe d'autres sources où les catégories retenues rendent mieux compte de l'importance du travail agricole à temps partiel.

b) Jusqu'en 1946, je n'ai pu tenir compte dans la main-d'œuvre agricole que des chefs d'exploitation : seules les occupations des chefs de ménage ont été soigneusement et régulièrement relevées. Dans certains recensements de population tous les enfants, quel que soit leur âge (même à cinq ans par exemple), sont recensés comme cultivateurs : il semble qu'il suffit d'avoir pour père un cultivateur pour qu'automatiquement, sans référence à l'activité réelle mais par lien de filiation, on soit considéré comme cultivateur. A d'autres dates les recensements n'ont relevé que la profession du père et celle des non-agriculteurs faisant partie de la famille ; aucune mention ne figure pour les autres enfants, qu'ils aient deux ou dix-huit ans. On pourrait interpréter ce type d'enregistrement de la même manière que le précédent. Faut-il voir là le reflet de la réalité du travail agricole autrefois : dans ces sociétés rurales de petits paysans propriétaires, tout le travail de la famille s'organisait autour de l'exploitation agricole ; les enfants participaient au travail collectif de la famille. Mais aucun travailleur, à l'exception du père (en tant que représentant et chef de la famille, non en tant que personne), n'est individualisé. Si on saisit le travail, non comme un tout fourni par la famille sur l'exploitation, si on veut le ramener à chaque individu, on se trouve démuné face à la manière dont ont été recensés ces aides familiaux d'autrefois. Le cadre même des recensements, individualisant chaque membre de la famille, où en face de chaque nom est inscrite une profession, est en décalage avec la réalité du travail agricole d'autrefois ; du coup, les enregistrements sont irréguliers. A l'époque contemporaine ces rapports familiaux de travail ont été remis en cause en particulier par les jeunes agriculteurs, bénéficiant de l'appui des pouvoirs publics, et la part de travail de chaque enfant a tendu à être mieux reconnue. Le décalage semble alors moins grand entre les catégories des recensements et une perception nouvelle des rapports familiaux qui cherchent à s'imposer. Le travail des jeunes

sur les exploitations semble noté alors beaucoup plus régulièrement... la catégorie d'aide familial a sans doute pris une réalité qu'elle n'avait pas avant.

Il en est de même pour le travail des femmes d'agriculteurs. Encore actuellement, l'inégalité des déclarations est très grande d'un recensement à l'autre : la même femme contribuant de la même manière au travail sur l'exploitation sera notée cultivatrice ou sans profession ; dans le même recensement deux femmes faisant le même travail sur leur exploitation ne seront pas forcément recensées de la même manière. Là encore on peut se demander si ces flottements notés au niveau des recensements ne sont pas les simples reflets de l'ambiguïté du statut social de la femme d'agriculteur.

Le premier exemple montrait qu'une définition de l'agriculteur éliminant les « vieux », les « petits » et les doubles actifs, déforme la réalité de l'agriculture de montagne, la réduisant singulièrement. Le second exemple montre que la manière dont sont recensés les membres d'une société est le reflet de leur statut social : les aides familiaux ne seront systématiquement recensés et leur part de travail reconnue, que lorsqu'ils seront reconnus en tant qu'individus par la société. Les difficultés des femmes d'agriculteurs pour être reconnues socialement comme des travailleurs à part entière se traduisent au niveau des recensements. Il ne s'agit donc pas dans ces seconds exemples de lacunes propres aux recensements, l'outil n'est pas biaisé, ses lacunes ne sont que le reflet de la société.

Toutes ces réserves expliquent pourquoi il est nécessaire d'utiliser d'autres sources que les recensements de population pour parler de l'évolution de la population agricole ; elles expliquent la difficulté de rendre compte du travail des aides familiaux autrefois, de celui des femmes encore aujourd'hui.

2 – Au-delà des difficultés propres aux recensements, un deuxième type de problème tient ici à leur interprétation. En particulier que peut-on conclure sur l'évolution de l'agriculture à partir des observations rapportées ci-dessus. En se cantonnant strictement au niveau du travail agricole, il apparaît qu'entre 1946 et 1975, la diminution des actifs agricoles masquait un phénomène plus complexe : le maintien d'une agriculture sous une forme diffuse. Il me semble beaucoup plus difficile d'aller au-delà de ces conclusions. En effet on pourrait être tenté de comparer la situation du 19^e siècle, du début du 20^e siècle et celle de la période actuelle. Mettant côte à côte les recensements, comptant le nombre de chefs d'exploitation, on serait porté à conclure encore une fois à l'effondrement de l'agriculture sur une longue période. En plus des réserves déjà émises à propos de la période contemporaine, d'autres viennent s'ajouter.

a) Au cours de l'étude présentée ici, il est apparu que l'agriculture autrefois était très largement imbriquée aux activités non agricoles. Au début du 20^e siècle, alors que l'exode saisonnier est en grande régression, dans la plupart des familles agricoles on pratique la double activité, ou on envoie certains membres de la famille chercher de l'argent frais hors de l'exploitation.

(9) C. GIRARDEAU. – Dossier : journées d'étude sur l'histoire de la statistique. La statistique, miroir de l'histoire : compte rendu des journées de Vauresson (23, 24 et 25 juin 1976). Economie et statistique, n° 83, nov. 76.

Les hommes travaillaient dans les mines d'anthracite de la vallée : un ancien agriculteur, parlant de son enfance, à la fin de la guerre de 1914-1918, raconte comment l'hiver « ma mère et mes sœurs restaient à la maison garder les vaches et les moutons. Mon père et mes frères qui avaient travaillé les champs tout l'été, travaillaient à la mine de graphite du Chardonnet. Ils partaient avec le mulet et la ramasse (traîneau). Ils faisaient le transport du graphite de la mine à la gare de Briançon. A chaque voyage, ils descendaient 200 kg dans la ramasse et ils étaient payés 2 F de la ramasse. » Lui-même arrivé en âge de travailler a continué, comme agriculteur-mineur ; il partait chaque lundi matin, extrayait le plus vite possible le tonnage fixé pour la semaine et redescendait travailler sur son exploitation. Beaucoup faisaient comme lui ; leurs parents et leur femme « faisaient la culture » pendant qu'ils étaient à la mine. Quand une ganterie s'ouvre en 1926 à Monétier, 30 ouvriers sont embauchés sur la commune ; parmi eux, des mineurs qui préfèrent ce type de travail à celui de la mine dur et dangereux (beaucoup d'anciens mineurs sont atteints de silicose).

L'usine de la Schappe, qui à Briançon traitait les déchets de soie, a aussi employé des habitants de Monétier : parmi eux, beaucoup d'enfants d'agriculteurs, surtout des jeunes filles, qui remettent à leur mère la paye gagnée à l'usine. La fermeture de l'usine en 1933 et l'abandon des mines priveront les familles d'agriculteurs de ressources complémentaires bien souvent nécessaires et conduiront un certain nombre d'agriculteurs à l'exode.

Il est donc difficile d'isoler l'agriculture. Pour comprendre la diminution de ses effectifs de main-d'œuvre, il faut se référer à la crise des emplois non agricoles.

b) On a constaté qu'en 1836 (près du maximum de population de la commune) il y avait environ 10 fois plus d'agriculteurs que maintenant : on a parlé des terrasses abandonnées, de la diminution du travail globalement dépensé... Peut-on conclure qu'il y a eu régression de l'agriculture ?... Pendant ce temps-là, les animaux élevés sur la commune diminuaient certes, mais moins qu'on ne pourrait le penser : une réduction de moitié du nombre des bovins, du tiers du nombre des ovins. Cela signifie que chaque travailleur agricole élève en moyenne aujourd'hui 5 fois plus de bovins et

presque 7 fois plus d'ovins qu'autrefois : il y a eu une forte augmentation de la productivité du travail agricole. Peut-on dire qu'il y a eu régression de l'agriculture ?

L'agriculture s'est profondément transformée ; cet exemple rapidement abordé renvoie à des modifications des structures d'exploitation, des techniques mises en œuvre ; les agriculteurs d'aujourd'hui ne poursuivent pas les mêmes objectifs que ceux de 1836 (et ceux d'aujourd'hui ne poursuivent peut-être pas tous les mêmes objectifs, si on considère la diversité des exploitations à Monétier, de la petite exploitation de retraité à celle d'un éleveur maquignon) ; l'agriculture aujourd'hui à Monétier est plus marchande que nourricière.

La simple comparaison de chiffres de main-d'œuvre ne peut permettre de porter un jugement sur l'évolution de l'agriculture. Le même terme « agriculteur » renvoie dans le temps à des situations sociales et des pratiques différentes.

L'utilisation des statistiques

L'utilisation des recensements de population, et des statistiques en général suppose une interrogation préalable sur les catégories de classification adaptées. Ces précautions d'utilisation apparaissent encore plus nécessaires dans le cas de la montagne. Le type d'exploitations agricoles, la répartition du travail agricole dans les familles et au cours de l'année expliquent en partie ces difficultés. Les problèmes des agriculteurs de montagne, le développement du tourisme et les enjeux que cela représente peuvent pousser à des conclusions rapides ; l'interprétation de ces recensements demande donc une grande vigilance.